



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE



Distr.
LIMITEE
A/AC.109/L.155
28 octobre 1964
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE SPECIAL CHARGE D'EXAMINER LA SITUATION
EN CE QUI CONCERNE L'APPLICATION DE LA
DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES COMMUNIQUE EN VERTU
DE L'ALINEA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE ET QUESTIONS CONNEXES

Rapport du Secrétaire général

Introduction

1. A sa dix-huitième session, l'Assemblée générale, par la résolution 1970 (XVIII), adoptée le 16 décembre 1963, a décidé de dissoudre le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes. Dans la même résolution, l'Assemblée générale a prié le Comité spécial des Vingt-Quatre d'étudier les renseignements communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies. Les paragraphes pertinents du dispositif de la résolution 1970 (XVIII) sont ainsi conçus :

"4. Invite les Etats Membres qui ont ou qui assument la responsabilité d'administrer des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes à communiquer, ou à continuer de communiquer, au Secrétaire général les renseignements visés à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, ainsi que des renseignements aussi complets que possible sur l'évolution politique et constitutionnelle;

"5. Prie le Comité spécial d'étudier ces renseignements et d'en tenir pleinement compte lors de l'examen de la situation en ce qui concerne l'application, dans chacun des territoires non autonomes, de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que d'entreprendre toute étude spéciale et d'établir tout rapport spécial qu'il jugerait nécessaires en plus des travaux dont il est chargé par les résolutions 1654 (XVI) et 1810 (XVII) de l'Assemblée générale;"

7. Les renseignements communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte sont présentés, d'une façon générale, selon le schéma approuvé par l'Assemblée générale et comprennent des données sur la géographie, l'histoire, la population, les conditions économiques et sociales, ainsi que les conditions de l'enseignement. Dans le cas des territoires administrés par l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou les Etats-Unis d'Amérique, les membres administrants ont communiqué les rapports annuels des territoires, rapports qui contenaient également des renseignements sur les affaires constitutionnelles. Des renseignements supplémentaires concernant l'évolution politique et constitutionnelle dans les territoires sous administration du Royaume-Uni ont également été fournis en 1963^{2/}.

Etude des renseignements

8. Conformément aux dispositions du paragraphe 5 du dispositif de la résolution 1970 (XVIII) et selon la procédure proposée aux paragraphes 8 et 10 de la note du Secrétaire général (A/AC.109/L.97), les renseignements communiqués par les Membres administrants en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte ont été utilisés dans l'établissement des documents de travail présentés au Comité spécial sur chacun des territoires. Comme c'est l'usage du Comité spécial de tenir compte des renseignements les plus récents dont il peut disposer sur chaque territoire au moment où il l'examine, et comme ce Comité siège une grande partie de l'année, cette procédure lui a permis de prendre en considération des renseignements communiqués en 1963 et en 1964.

Etudes spéciales et rapports spéciaux

9. Au 30 septembre 1964, le Comité spécial n'avait entrepris aucune étude spéciale ni établi aucun rapport spécial comportant l'utilisation des renseignements communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73.

Collaboration des organes des Nations Unies et des institutions spécialisées

10. La pratique du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes était de transmettre au Conseil économique et social tout rapport spécial qu'il établissait sur les conditions économiques et sociales ou sur les conditions de l'enseignement dans les territoires non autonomes, et d'en recevoir des

^{2/} Ibid.

renseignements sur toute étude ou décision du Conseil qui intéressait ses travaux. Au 30 septembre 1964, le Comité spécial n'avait achevé aucun rapport de ce genre, mais son Sous-Comité I était en train de rédiger une étude sur les incidences des activités de l'industrie minière et des autres sociétés internationales possédant des intérêts au Sud-Ouest africain. De même, si un grand nombre des questions discutées par le Conseil à sa trente-septième session intéressaient les pays en voie de développement en général, aucune d'entre elles ne concernait spécifiquement une question dont le Comité spécial était saisi.

11. La collaboration des institutions spécialisées avec le Comité spécial a été assurée par la présence, aux séances du Comité, de représentants de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

12. Conformément à la résolution 330 (IV) de l'Assemblée générale, en date du 2 décembre 1949, l'UNESCO a communiqué le texte de son rapport annuel pour 1963-1964 sur les mesures prises pour la lutte contre l'analphabétisme dans les territoires non autonomes. Le rapport établi à ce sujet pour 1962-1963 figure dans le document A/AC.35/L.373.

13. Comme son objet n'a pas trait à un point particulier de l'ordre du jour du Comité spécial, le rapport de l'UNESCO pour 1963-1964 n'a pas été distribué, le Comité devant d'abord décider de la procédure à suivre pour les rapports de ce genre.

Assistance technique

14. Par ses résolutions 220 (III) du 3 novembre 1948 et 336 (IV) du 2 décembre 1949, l'Assemblée générale a demandé que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes soit tenu au courant de l'assistance technique fournie à ces territoires par l'Organisation des Nations Unies et par les institutions spécialisées.

15. Des renseignements détaillés sur l'assistance technique fournie aux territoires non autonomes en 1963, au titre du Programme élargi d'assistance technique, figurent dans le rapport annuel du Bureau de l'assistance technique au Comité de l'assistance technique (E/3871 et Add.1). Ce rapport indique qu'en 1963 le coût total des projets en cours d'exécution au titre du Programme élargi était de 39 498 502 dollars, et que les projets concernant les territoires non autonomes figuraient dans ce total pour la somme de 1 311 144 dollars. Le coût des projets régionaux, dont beaucoup intéressaient des territoires non autonomes, s'établissait à 1 426 035 dollars pour l'Afrique, 1 063 733 dollars pour l'Asie et l'Extrême-Orient, 1 503 883 dollars pour les Amériques et 542 992 dollars pour le Moyen-Orient. Les projets interrégionaux se montaient à 2 039 904 dollars.
16. L'assistance technique que les institutions spécialisées ont fournie aux territoires non autonomes, dans le cadre des programmes ordinaires et au titre d'autres programmes, y compris le programme de l'OMS pour l'éradication du paludisme, s'est montée à 580 837 dollars en 1963. Le document A/AC.109/98 contient des renseignements détaillés sur l'aide apportée aux trois territoires du Bassoutoland, du Betchouanaland et du Souaziland, auxquels on porte un intérêt spécial, conformément à la résolution 1954 (XVIII) de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1963.
17. En dehors du Programme élargi et des programmes ordinaires d'assistance technique dont il est question ci-dessus, l'Assemblée générale a institué des programmes spéciaux de formation à l'intention des habitants des territoires non autonomes. Le premier de ces programmes a été établi par la résolution 845 (IX) du 22 novembre 1954, dans laquelle l'Assemblée générale a invité les Etats Membres à offrir aux habitants des territoires non autonomes des moyens d'étude et de formation non seulement au niveau universitaire, mais également et surtout pour les études postprimaires ainsi que pour la formation technique et professionnelle. D'autres programmes ont été établis en application des résolutions 1808 (XVII) du 14 décembre 1962 et 1973 (XVIII) du 16 décembre 1963, pour la formation de la population autochtone des territoires sous administration portugaise et, en vertu des résolutions 1705 (XVI) du 19 décembre 1961 et 1901 (XVIII) du 13 novembre 1963, pour la formation des habitants du Sud-Ouest africain.

18. Les programmes spéciaux mentionnés au paragraphe précédent font l'objet de points distincts de l'ordre du jour provisoire de la dix-neuvième session de l'Assemblée générale; pour l'examen de ces points, l'Assemblée disposera des rapports du Secrétaire général sur la mise en oeuvre de ces diverses résolutions.

TABLEAU

Dates de transmission des renseignements visés
à l'alinéa c de l'Article 73 a/

(Le tableau comprend tous les territoires énumérés dans la première partie (Annexe II) du rapport que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes a présenté à la dix-huitième session de l'Assemblée générale.)

	<u>Date de transmission</u>	
	<u>Pour 1962</u>	<u>Pour 1963</u>
AUSTRALIE (du 1er juillet au 30 juin)		
Iles des Cocos (Keeling)	24 mai 1963	13 février 1964
Papua	6 février 1964 b/	-
ESPAGNE (année civile)		
Fernando Poo	26 février 1963	29 juin 1964
Ifni	26 février 1963	29 juin 1964
Rio Muni	26 février 1963	29 juin 1964
Sahara espagnol	26 février 1963	29 juin 1964
ETATS-UNIS D'AMERIQUE (du 1er juillet au 30 juin)		
Cuan	30 avril 1963	
Iles Vierges américaines	30 avril 1963	
Samoa américaines	18 février 1964	
FRANCE (année civile)		
Comores c/	-	
Côte française des Somalis c/	-	
Nouvelles-Hébrides (Condominium franco-britannique)	23 avril 1964	
NOUVELLE-ZELANDE (du 1er avril au 31 mars)		
Iles Cook	29 janvier 1964	
Iles Tokélaou	29 janvier 1964	
Nioué	29 janvier 1964	

a/ Sont compris dans le tableau les territoires qui ont accédé depuis à l'indépendance.

b/ Pour la période 1961-1962.

c/ Le 27 mars 1959, le Gouvernement français a informé le Secrétaire général que ce territoire avait accédé à l'autonomie interne et que, par conséquent, la transmission des renseignements le concernant avait cessé à compter de 1957.

/...

Date de transmissionPour 1962Pour 1963

PORTUGAL

Angola, y compris le Cabinda
 Archipel du Cap-Vert
 Guinée (portugaise)
 Macao et ses dépendances
 Mozambique
 São Tomé, île du Prince et leurs
 dépendances
 Timor (portugais) et ses dépendances

-
 -
 -
 -
 -
 -
 -

ROYAUME-UNI (année civile)

Aden	28 octobre 1963	
Antigua	5 septembre 1963	14 septembre 1964
Bahamas	22 août 1963	
Barbade	18 juin 1963	
Bassoutoland	18 juillet 1963	
Bermudes	25 septembre 1963	
Betchouanaland	6 décembre 1963	20 août 1964
Bornéo du Nord	1er juillet 1963	
Brunéi	3 juillet 1963	30 juin 1964
Dominique	29 juillet 1963	21 août 1964
Fidji	9 avril 1963	12 mai 1964
Gambie	12 août 1963	
Gibraltar	29 avril 1964	20 août 1964
Grenade	14 juin 1963	10 septembre 1964
Guyane britannique	17 juillet 1963	14 juillet 1964
Honduras britannique	29 juillet 1963	22 juin 1964
Hong-kong	7 juin 1963	
Iles Caïmanes	5 avril 1963	
Iles Falkland	3 juillet 1963	23 juin 1964
Iles Gilbert-et-Ellice	6 mai 1963	17 juin 1964
Ile Maurice	19 juin 1963	22 juin 1964
Iles Salomon	21 juin 1963	23 juin 1964
Iles Turks et Caïques	18 juillet 1963	
Iles Vierges britanniques	16 décembre 1963	
Jamaïque	-	
Kénya	3 juillet 1963	
Malte	-	
Montserrat	23 octobre 1963	20 août 1964
Nouvelles-Hébrides (Condominium franco-britannique)	2 août 1963	23 juin 1964
Nyassaland	30 juillet 1963	
Ouganda	-	
Pitcairn	25 mai 1963	13 mai 1964

/...

	<u>Date de transmission</u>	
	<u>Pour 1962</u>	<u>Pour 1963</u>
ROYAUME-UNI (année civile) (<u>suite</u>)		
Rhodésie du Nord	25 juillet 1963	
Rhodésie du Sud	-	
Sarawak	-	
Seychelles	14 juin 1963	14 septembre 1964
Singapour	-	
Souaziland	20 mars 1964	
Saint-Christophe-Nièves et Anguilla	2 mars 1964	
Sainte-Hélène	29 mai 1963	12 juin 1964
Sainte-Lucie	18 décembre 1963	
Saint-Vincent	9 septembre 1963	10 septembre 1964
Trinité et Tobago	-	
Zanzibar	26 septembre 1963	
